
Rapport du Président**Proposition de prêt****Programme adaptatif par phases – première phase****République des Fidji****Économie bleue et développement local vert**Numéro du projet: 2000004863

Cote du document: EB 2025/145/R.3/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) a) ii)

Date: 15 septembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 75.

Questions techniques:**Candra Samekto**Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: c.samekto@ifad.org**Lorna Grace**Spécialiste technique régionale principale, finance
rurale
Division production durable, marchés et
institutions
courriel: l.grace@ifad.org

Table des matières

1. Carte de la zone du projet	ii
2. Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	7
III. Gestion des risques	13
A. Risques et mesures d'atténuation	13
B. Catégorie environnementale et sociale	13
C. Classement au regard des risques climatiques	13
D. Soutenabilité de la dette	14
IV. Exécution	14
A. Cadre organisationnel	14
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	16
C. Plans d'exécution	16
V. Instruments et pouvoirs juridiques	17
VI. Recommandation	17

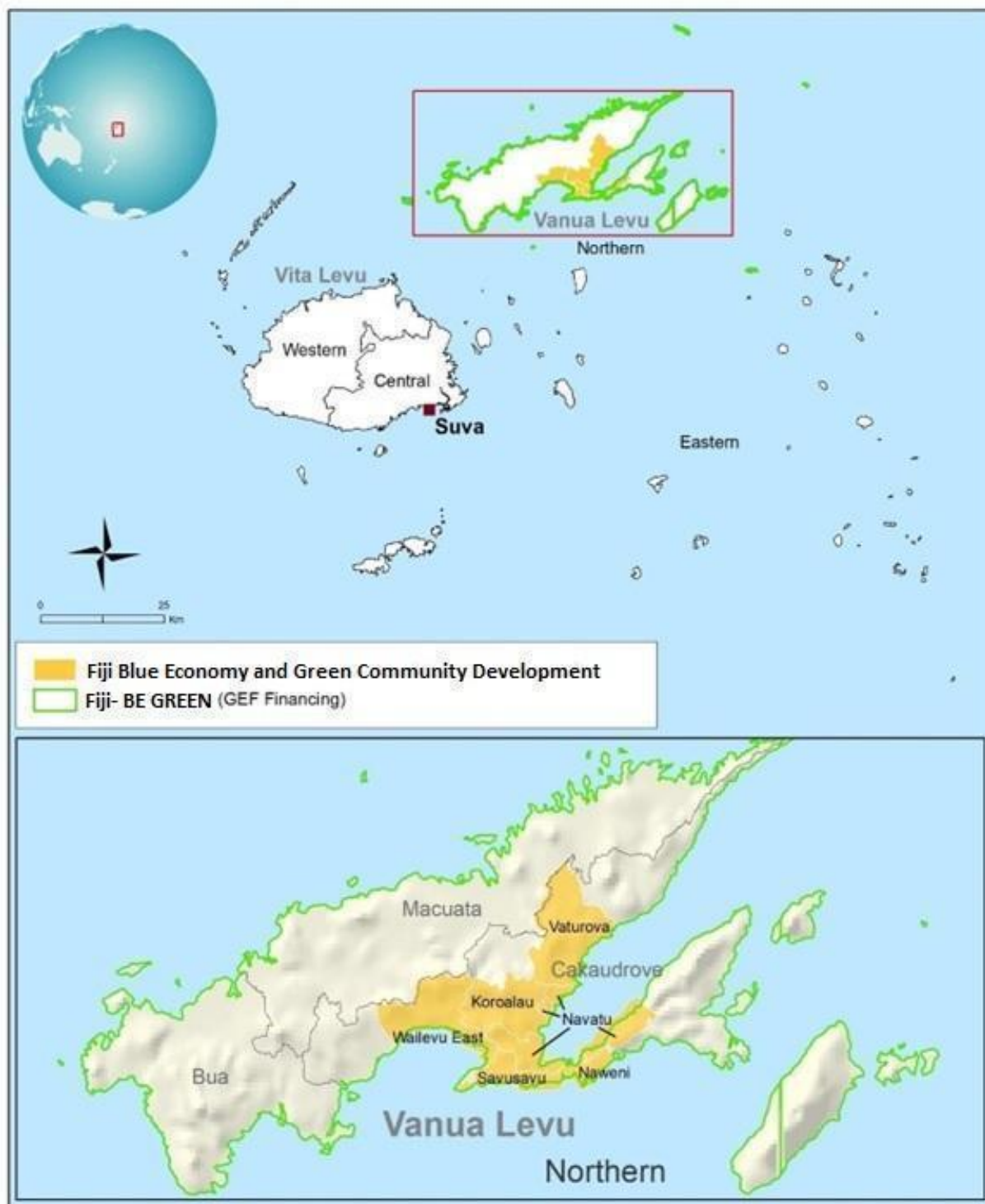
Appendices

- I. Accord de financement négocié
- II. Cadre logique
- III. Matrice intégrée des risques du projet
- IV. Critères d'évaluation par phase

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Candra Samekto
Responsable technique:	Lorna Grace
Responsable des finances:	Dipak Sah
Spécialiste climat et environnement:	Anupa Rimal Lamichhane
Juriste:	Mbali Mushazhirwa

1. Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 13/06/2024

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République des Fidji
Organisme d'exécution:	Ministère des finances
Coût total du programme par phases:	41,95 millions (estimation)
Coût total de la première phase:	24,26 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA [au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	5,3 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement concessionnelles: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an en droits de tirage spéciaux (DTS) (ajustement pour les prêts en une seule monnaie)
Cofinanceur:	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Montant du cofinancement:	8,226 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	1,169 million d'USD
Contribution des bénéficiaires/du secteur privé:	1,864 million d'USD
Déficit de financement:	7,7 millions d'USD
Plafond de financement total par le FIDA pour l'ensemble des phases (à l'exclusion de la première phase):	4,7 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	4 494 000 USD (dont 0,8 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République des Fidji est un petit État insulaire en développement. Selon les projections, en 2024, la population fidjienne devait atteindre 900 869 habitants, résidant pour la plupart à Viti Levu (81%) et à Vanua Levu (15%), sachant que 44% de la population vit en milieu rural. La population fidjienne est jeune, 60% des habitants ayant moins de 35 ans. Toutefois, le manque de débouchés dans le pays a conduit à un important mouvement d'émigration.
2. **Contexte économique.** Les Fidji sont en phase de relèvement post-COVID-19, les prévisions de croissance du PIB s'établissant à 3,4% en 2025. Le tourisme, qui contribue à hauteur de 40% au PIB, demeure un secteur crucial, et l'investissement dans l'agriculture et la pêche à Vanua Levu pourrait stimuler la création de revenus au niveau local. La part des envois de fonds dans le PIB se chiffre à 9,2%. Toutefois, la variabilité climatique et les catastrophes naturelles, en particulier les cyclones, posent de réels défis.
3. Bien qu'il ne représente que 11,7% du PIB, le secteur primaire (comprenant l'agriculture, la pêche et la foresterie) procure des moyens d'existence à plus de 80% de la population rurale. Environ 60% des ménages agricoles dépendent de l'agriculture de subsistance et sont confrontés à un éventail de problèmes, allant de la variabilité climatique aux pratiques non durables. Les petits exploitants rencontrent un certain nombre de difficultés: productivité, accès à la technologie, informations sur les marchés, services de base, et accès aux financements, aux transports et aux infrastructures pour le traitement après récolte.
4. **Politiques nationales et institutions.** Le Plan national de développement 2025-2029 est axé sur l'amélioration du bien-être social et l'accroissement de la prospérité. La Politique sectorielle agricole 2025-2035 met l'accent sur la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs, dans le cadre d'une agriculture commerciale durable. La Politique nationale sur les changements climatiques 2018-2030 s'intéresse à la gestion des risques environnementaux, tandis que la Stratégie nationale pour la biodiversité 2020-2025 et le plan d'action y relatif poursuivent un objectif de conservation. Parmi les principaux organismes publics concernés figurent le Ministère de l'agriculture et des cours d'eau, le Ministère de l'environnement et des changements climatiques, le Ministère des affaires iTaukei, le Ministère de la jeunesse et des sports, le Ministère du développement rural et maritime et le Ministère de la pêche et des forêts. La Reserve Bank of Fiji joue aussi un rôle clé dans l'accès aux financements et est chargée de la réglementation des institutions, des produits et des services financiers.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - ☒ incluant un financement climatique;
 - ☒ axé sur les jeunes;
 - ☒ ciblant en priorité les peuples autochtones;
 - ☒ incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
6. Près de 62% de la population fidjienne est autochtone ou iTaukei. Le programme Économie bleue et développement local vert (BE GREEN) cible en priorité les peuples autochtones, dans la mesure où il est mené dans des zones où ils résident et améliore leurs moyens d'existence, en s'appuyant sur leurs savoirs

traditionnels, leurs systèmes alimentaires, leurs modes de gouvernance foncière et leurs ressources naturelles.

7. Les Fidji sont très vulnérables face à la variabilité du climat et devraient subir à l'avenir des épisodes de précipitations extrêmes, des vagues de chaleur, des cyclones de plus forte intensité, des précipitations d'intensité accrue et des surcotes plus importantes en milieu côtier en raison de l'élévation du niveau de la mer. Le programme BE GREEN est conçu pour amener les jeunes autochtones à améliorer leurs moyens d'existence par des activités centrées sur les savoirs traditionnels et la résilience climatique. Il appuie les pratiques et les plans communautaires de renforcement de la résilience climatique et de gestion des écosystèmes.

Justification de l'intervention du FIDA

8. L'économie fidjienne est sous-tendue par l'agriculture et le tourisme. L'agriculture fait vivre 27% de la population et emploie plus de 83% des habitants des zones rurales, tandis que le tourisme contribue à hauteur d'environ 40% au PIB.
9. Le programme BE GREEN offre l'occasion d'exploiter les secteurs agricole et maritime de Vanua Levu, en association avec l'environnement naturel, pour créer des débouchés dans le domaine de la production durable, de l'agrotourisme, de l'écotourisme et de la filière maritime. Les investissements proposés dans le cadre du programme BE GREEN peuvent stimuler la création de revenus en milieu rural, favoriser la restauration des écosystèmes et améliorer la résilience, tout en complétant le projet « Na Vualiku » de la Banque mondiale et en mettant à profit l'expérience acquise par le FIDA en matière de transformation rurale.
10. Pour relever les défis qui se posent à Vanua Levu, le programme BE GREEN s'appuiera sur un programme adaptatif par phases mené sur 10 ans et divisé en deux phases d'une durée de six ans, qui se superposeront pendant une période d'exécution de deux ans, lequel encouragera le développement, l'apprentissage et la transposition à plus grande échelle des interventions fructueuses, dans le cadre d'une action concertée avec les parties prenantes.

B. Enseignements à retenir

11. Le FIDA a travaillé précédemment aux Fidji, notamment dans le cadre du Projet en faveur des partenariats agricoles aux Fidji et de divers programmes régionaux de dons. Bien que le Projet en faveur des partenariats agricoles n'ait guère donné de résultats, son taux de décaissement ayant plafonné à 22% en raison de difficultés de gestion, l'approche communautaire retenue semblait pouvoir être reproduite dans les communautés agricoles reculées.
12. Le programme BE GREEN s'inspire des enseignements tirés du Projet en faveur des partenariats agricoles et de l'expérience acquise par le FIDA dans la région, et tient compte des informations émanant des partenaires de développement, telles que celles tirées du Programme « de la montagne au récif » financé par le FEM et exécuté par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
13. **Appropriation.** Pour obtenir et maintenir dans le temps le soutien des autorités, il faut collaborer avec ces dernières dès le début du programme et à toutes les étapes de celui-ci.
14. **Approche communautaire.** La participation des autorités coutumières et la planification communautaire renforcent les relations commerciales et garantissent la pérennité des acquis. Le programme BE GREEN met l'accent sur l'équilibre entre la gestion des écosystèmes et le développement économique au niveau communautaire.
15. **Approches intégrées.** Des stratégies intégrées seront utilisées pour aborder les multiples enjeux liés à l'environnement et aux marchés, en mettant l'accent sur la robustesse des mécanismes institutionnels et entre pairs.

16. **Participation des femmes.** L'approche de l'équipe chargée de l'agriculture familiale sera appliquée pour garantir la participation égale des femmes et des hommes aux activités d'apprentissage et à la prise de décisions. Un système de notation préférentielle sera également appliqué aux groupes et aux petites et moyennes entreprises (PME) dirigés par des femmes afin de leur permettre d'accéder aux mesures de rehaussement de crédit.
17. **Action à long terme.** Le programme BE GREEN repose sur un programme adaptatif par phases d'une durée de dix ans, dont le postulat de départ, inspiré du Projet en faveur des partenariats agricoles, est que la transformation agricole des hauts plateaux exige un engagement à long terme et une compréhension des contextes locaux.
18. **Facilitation du démarrage du projet.** Afin que les retards enregistrés dans le cadre du Projet en faveur des partenariats agricoles ne se reproduisent pas, une phase de démarrage du programme BE GREEN est prévue pour faciliter le recrutement et la formation du personnel, ainsi que la mise en place des modalités de gestion financière.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. L'objectif du programme BE GREEN est de favoriser la croissance durable et la résilience de l'économie rurale fidjienne, grâce à une gestion améliorée des écosystèmes ainsi qu'à des initiatives économiques résilientes et rentables. L'objectif de développement du programme est d'améliorer les moyens d'existence et la résilience climatique des populations rurales, au moyen de productions bleues et vertes durables, d'un meilleur accès aux marchés et de la protection de la biodiversité.
20. **Phases d'exécution.** Le programme BE GREEN se déroulera en deux phases, couvrant une période d'exécution de dix ans. La première phase cible six districts de la province de Cakaudrove, tout en visant la mise en place d'un plan de gestion intégrée à l'échelle de l'île pour Vanua Levu. La deuxième phase sera étendue aux provinces de Bua et de Macuata, et s'appuiera sur les résultats obtenus au cours de la première phase.
21. **Ciblage géographique.** Les activités cibleront trois provinces de Vanua Levu: Bua, Macuata et Cakaudrove. Au cours de la première phase, les investissements du FIDA se concentreront sur six districts de la province de Cakaudrove, où les taux de pauvreté et la vulnérabilité climatique sont élevés. La zone cible comprend 65 villages et 13 zones de peuplement où résident principalement des Indo-Fidjiens et d'autres groupes ethniques, couvrant au total 78 communautés.
22. **Groupe cible.** Le groupe cible du programme BE GREEN comprend 3 000 ménages très pauvres, pratiquant l'agriculture, la pêche ou l'artisanat à des fins de subsistance ou à visée semi-commerciale. Le programme cible également 50 ménages à faible revenu à Savusavu (ville de commerce) et 3 500 ménages supplémentaires dans l'ensemble de l'île de Vanua Levu avec le soutien du FEM, soit au total 6 550 ménages bénéficiant directement du programme, représentant 39 300 personnes, dont 50% de femmes et 30% de jeunes. Environ 75% des bénéficiaires seront iTaukei (peuple autochtone).

B. Composantes, résultats et activités

23. Pour la première phase du programme adaptatif par phases, quatre composantes principales sont prévues. La première composante cible la totalité de l'île de Vanua Levu, tandis que les trois autres associent des financements du FIDA et du FEM à des activités dédiées, axées sur six districts cibles de la province de Cakaudrove, ainsi que sur l'ensemble de l'île de Vanua Levu.. Le programme BE GREEN comprend les composantes suivantes: i) gestion globale à l'échelle de l'île;

ii) production durable à vocation commerciale au moyen de systèmes résilients;
 iii) accès inclusif aux marchés et aux financements; et iv) environnement politique et institutionnel porteur.

24. **Composante 1. Gestion globale à l'échelle de l'île.** Cette composante vise à fédérer les acteurs et les ressources, et encourager la collaboration entre les parties prenantes. La principale activité prévue consiste à mettre en place un plan de gestion intégrée à l'échelle de l'île, axé sur l'utilisation durable des terres, la conservation de la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques. Le Plan de gestion intégrée à l'échelle de l'île sera transposé dans les plans provinciaux de développement afin de garantir la disponibilité de moyens et l'exécution du plan à long terme.
25. **Composante 2. Production durable à vocation commerciale au moyen de systèmes résilients.** Cette composante vise à permettre aux communautés de s'affranchir de pratiques favorisant la dégradation des terres et le déclin économique pour mettre en place des systèmes de production terrestres et maritimes fondés sur des écosystèmes durables, résilients face aux changements climatiques et ciblant les marchés disponibles. Les principales activités seront les suivantes:
- Élaborer des plans communautaires de renforcement de la résilience climatique et de gestion des écosystèmes pour aider les communautés à promouvoir la résilience climatique et l'utilisation durable des terres.
 - Assurer la transition commerciale des producteurs pratiquant une agriculture de semi-subsistance.
 - Accorder des petits dons à effet catalyseur aux communautés, aux producteurs, aux jeunes et aux groupes de femmes en vue de la mise en œuvre d'initiatives dans les domaines de la production durable, de la restauration écologique et de la valorisation.
 - Mettre en œuvre les interventions prioritaires prévues dans le Plan de gestion intégrée à l'échelle de l'île.
 - Appliquer des mesures s'inscrivant dans le droit fil de la Stratégie nationale pour la biodiversité 2020-2025 et du plan d'action y relatif, visant à améliorer la gestion et la restauration des forêts et des écosystèmes dulcicoles et côtiers, afin de favoriser la biodiversité et d'améliorer les possibilités de moyens d'existence.
 - Appliquer des mesures permettant de mieux gérer les effets de la dégradation des terres agricoles dans les champs de canne à sucre laissés à l'abandon et des eaux de ruissellement sur la biodiversité et les écosystèmes marins et d'eau douce.
26. **Composante 3. Accès inclusif aux marchés et aux financements.** Cette composante vise à permettre aux entreprises rurales déjà positionnées sur le marché d'améliorer leur compétitivité et leur durabilité, grâce à un accès amélioré à des marchés lucratifs, ainsi qu'à des services financiers et de développement des entreprises. Les principales activités seront les suivantes:
- Fournir des services de développement des entreprises aux entreprises rurales pour qu'elles améliorent leurs activités.
 - Améliorer les connaissances financières et encourager l'établissement de partenariats avec des institutions financières partenaires de sorte à proposer des produits innovants adaptés aux besoins en trésorerie et en investissements des acteurs de la chaîne de valeur; en outre, mettre en place une initiative pilote axée sur les envois de fonds, en partenariat avec la Reserve Bank of Fiji et des entités du secteur privé, afin de donner aux

personnes qui reçoivent et envoient des fonds la possibilité d'associer d'autres services financiers, tels que l'épargne, le prêt et l'assurance, aux flux de transferts de fonds.

- Accorder des dons de contrepartie, jusqu'à concurrence de 50% du coût total de l'investissement, avec la possibilité de mobiliser des financements additionnels sans garantie auprès des institutions financières partenaires participant à l'offre de produits de crédit innovants.

27. **Composante 4. Environnement politique et institutionnel porteur.** Cette composante vise à favoriser la mise en place d'un cadre politique et institutionnel propice à la promotion et à la transposition à plus grande échelle du modèle proposé dans le cadre du programme BE GREEN, qui conjugue croissance économique et préservation des écosystèmes, et inclut les jeunes et les femmes dans des initiatives économiques durables. Les principales activités seront les suivantes:

- Donner la priorité à l'élaboration de moyens d'action afin de mettre en œuvre la Politique sectorielle agricole des Fidji, en mettant l'accent sur les jeunes et l'inclusion sociale, l'amélioration de l'accès au foncier, la croissance du secteur de l'élevage et l'agrotourisme.
- Renforcer les capacités du Ministère de l'agriculture et des cours d'eau, du Conseil des jeunes de la province de Cakaudrove et de la Reserve Bank of Fiji.
- Mettre en place un solide système de gestion des connaissances et faciliter l'échange de connaissances dans le cadre d'une initiative de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST), de sorte à encourager l'adoption de solutions innovantes et l'apprentissage à partir de contextes similaires.
- Appuyer l'intégration de la démarche de gestion intégrée à l'échelle de l'île dans les stratégies nationales et sectorielles.

28. **Composante 0. Intervention rapide en cas de catastrophe.** Cette composante, à laquelle aucun coût n'est attribué au stade du budget, est conçue de manière à permettre la réaffectation des fonds du FIDA alloués au projet qui n'ont pas été engagés en vue de répondre, dans le cadre du projet, à des besoins urgents en matière de relèvement en cas de catastrophe naturelle dans la zone cible du projet. Les procédures de déclenchement seront définies dans un manuel d'intervention rapide en cas de catastrophe.

C. Théorie du changement

29. La théorie du changement du programme adaptatif par phases BE GREEN est la suivante: les ménages, les organisations de producteurs et les groupes de jeunes et de femmes disposant de moyens d'action renforcés sont à même de surmonter des défis tels que la variabilité climatique, la gestion non durable des ressources, la faible connectivité, le manque d'accès aux marchés et aux services financiers, et l'insuffisance des capacités institutionnelles, pour améliorer leurs moyens d'existence et renforcer leur résilience climatique en s'appuyant sur des productions terrestres et maritimes intelligentes face au climat, durables sur le plan environnemental et tournées vers les marchés. Au cours de la première phase, une approche innovante sera élaborée pour six districts cibles, associant la conduite d'initiatives économiques inclusives à la restauration des écosystèmes dégradés, à l'adaptation aux changements climatiques et à la protection de la biodiversité, y compris la protection du milieu marin. En parallèle, un nouveau plan de gestion intégrée à l'échelle de l'île de Vanua Levu permettra d'encourager l'utilisation durable des terres, la résilience climatique et la conservation de la biodiversité. Pendant la deuxième phase, cette approche sera répliquée dans les autres districts de Vanua Levu, conformément au Plan de gestion intégrée à l'échelle de l'île et suivant les enseignements tirés des travaux menés.

30. Trois grandes trajectoires d'impact seront poursuivies au cours de la première phase (voir ci-dessous), et des interventions transversales spécifiques seront intégrées au programme afin de favoriser la résilience climatique et l'inclusion des jeunes.
- Trajectoire d'impact relative à la mise en œuvre du Plan de gestion intégrée à l'échelle de l'île (effet direct 1) et à la transposition du Plan dans les plans de développement stratégique des provinces, afin de garantir l'exécution et le financement à long terme du Plan.
 - Trajectoire d'impact relative à l'abandon par les communautés de pratiques favorisant la dégradation des écosystèmes et le déclin économique pour opérer une transition vers des productions durables à vocation commerciale (effet direct 2).
 - Trajectoire d'impact relative à l'amélioration de l'accès des entreprises rurales s'approvisionnant auprès d'agriculteurs des districts cibles aux marchés et aux services financiers (effet direct 3).
31. Les principales hypothèses sous-tendant la théorie du changement sont les suivantes: i) le développement d'activités économiques permettant une amélioration des moyens d'existence des familles est une mesure d'incitation appropriée qui encourage les communautés à participer activement à la protection de l'environnement; ii) les autorités coutumières approuvent et soutiennent l'exécution des plans communautaires; iii) le secteur privé est disposé à s'approvisionner auprès de petits producteurs; et iv) il existe des prestataires de services financiers pouvant assurer un accès à des services financiers. Les risques concernent notamment le manque d'engagement et de capacités des institutions concernant le maintien dans la durée des approches nouvelles et la transposition des priorités liées à la gestion intégrée à l'échelle de l'île dans les plans de développement, la faiblesse de la demande de produits durables sur le marché, et les difficultés d'accès au foncier.

D. Alignement, appropriation et partenariats

32. Le programme BE GREEN contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 12 (consommation et production responsables), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), 14 (vie aquatique) et 15 (vie terrestre).
33. Le programme s'inscrit à l'appui d'importantes politiques publiques, dont le Plan national de développement des Fidji, la Stratégie nationale pour la biodiversité et le plan d'action y relatif, la Politique nationale sur les changements climatiques, la Politique sectorielle agricole décennale des Fidji 2025-2035, la Politique sur le genre et l'agriculture et la Politique sur les jeunes et l'agriculture (couvrant toutes deux la période 2022-2027), la Stratégie nationale d'inclusion financière 2022-2030 et le Cadre national pour un tourisme durable 2024-2033. Ces politiques encouragent la résilience communautaire, l'agriculture durable, l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, les financements durables, l'inclusion des femmes et des jeunes dans le secteur de l'agriculture, et un tourisme inclusif durable.
34. Le programme BE GREEN est conforme à la note de stratégie de pays du FIDA (2025-2026) et contribuera à la réalisation des objectifs stratégiques du Fonds, en renforçant de manière durable et résiliente les capacités productives des populations rurales pauvres (objectif stratégique 1), en améliorant leur participation aux marchés et leur accès aux services (objectif stratégique 2), et en renforçant la viabilité environnementale et la résilience climatique des activités économiques des agricultrices et des agriculteurs dans l'ensemble des composantes (objectif stratégique 3).

35. **Appropriation.** Le Ministère de l'agriculture et des cours d'eau, ainsi que les organismes partenaires, ont participé activement à l'ensemble du processus de conception du programme BE GREEN.
36. **Partenariats.** Pour assurer l'efficacité de la diffusion et de la participation, l'équipe du programme nouera des partenariats avec des organismes publics, des organisations de jeunes, des acteurs du secteur privé et des partenaires de développement.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

37. Le coût total prévu du programme adaptatif par phases doit encore être arrêté en concertation avec le Gouvernement, mais le FIDA entend accorder un financement d'un montant plafond de 10 millions d'USD pour l'ensemble des phases.
38. Le coût total de la première phase du programme adaptatif par phases est estimé à 24,26 millions d'USD. Ce montant est réparti comme suit: prêt particulièrement concessionnel du FIDA d'un montant de 5,3 millions d'USD (Treizième reconstitution des ressources du FIDA - FIDA13), cofinancement d'un montant de 8,23 millions d'USD consenti sous forme de don au titre de l'enveloppe STAR de FEM-8, contribution d'un montant de 1,17 million d'USD du Gouvernement, contribution d'un montant de 1,86 million d'USD des bénéficiaires, et déficit de financement de 7,7 millions d'USD. Sur les 5,3 millions d'USD alloués au titre de FIDA13, 4 494 000 USD (84,4%) sont destinés à des activités axées sur l'adaptation aux changements climatiques.
39. S'agissant du déficit de financement de 7,7 millions d'USD, un montant d'environ 4,7 millions d'USD pourra être financé dans le cadre de cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) ou au travers du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution, tandis que le déficit résiduel de 3 millions devrait être couvert par un don accordé au titre de la CSST.
40. Étant donné que les financements accordés par le FIDA et le FEM au programme BE GREEN sont pleinement intégrés, chaque composante comprend des éléments relevant partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA à la première phase du programme BE GREEN au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 9,03 millions d'USD.

Tableau 1

Coût de la première phase du programme BE GREEN par composante et sous-composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		FEM-8		Bénéficiaires			Emprunteur		Déficit de financement			Total	
	Montant	%	Montant	%	C. mon.	C. en nature	%	C. mon.	C. en nature	%	Montant	%	Montant	%
1. Gestion globale à l'échelle de l'île														
1.1. Transposition de la démarche de gestion intégrée à l'échelle de l'île	-		674,52	8,2	-	-		-	-		-		674,52	2,8
2. Production durable à vocation commerciale au moyen de systèmes résilients														
2.1. Plans communautaires de renforcement de la résilience climatique et de gestion des écosystèmes approuvés	686,44	13,0	500,00	6,1	-	-		170,81	-	14,5	289,95	3,8	1 647,20	6,8
2.2. Producteurs formés aux méthodes de production résilientes face aux changements climatiques et adaptées aux besoins du marché, ainsi qu'aux méthodes de transformation primaire	772,92	14,6	5 000,00	60,8	-	-		241,97	-	20,7	598,23	7,8	6 613,11	27,3
2.3. Investissements climatiquement rationnels consentis à l'appui de la production, de la restauration écologique et de l'écotourisme	1 022,56	19,3	-		148,15	-	7,9	16,37	-	1,4	1 885,06	24,5	3 072,15	12,7
3. Accès inclusif aux marchés et aux financements														
3.1. Accès des microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME), y compris des organisations de producteurs, aux services de développement des entreprises	397,75	7,5	500,00	6,1	-	-		120,91	-	10,3	287,39	3,7	1 306,05	5,4
3.2. Accès des MPME, des organisations de producteurs et des producteurs aux financements	392,02	7,4	-		-	-		102,31	-	8,7	187,76	2,4	682,10	2,8
3.3. Investissements climatiquement rationnels consentis en faveur d'entreprises agricoles, y compris d'entreprises d'écotourisme	902,88	17,0	-		1 716,00	-	92,1	15,84	-	1,4	902,88	11,7	3 537,60	14,6
4. Environnement politique et institutionnel porteur														
4.1. Politiques innovantes élaborées	44,20	0,8	932,16	11,3	-	-		19,50	-	1,7	66,30	0,9	1 062,16	4,4
4.2. Appui institutionnel	99,88	1,9	-		-	-		12,30	-	1,1	145,82	1,9	258,00	1,1
4.3. Modèles innovants à l'appui d'initiatives économiques durables sur le plan environnemental et résilientes face aux changements climatiques	-		-		-	-		15,03	-	1,3	3 085,17	40,1	3 100,20	12,8
4.4. Gestion du projet	981,34	18,5	619,94	7,5	-	-		455,67	-	38,9	251,43	3,3	2 307,58	9,5
Total	5 300,00	21,8	8 226,63	33,9	1 864,15	-	7,7	1 169,90	-	4,8	7 700,00	31,7	24 260,68	100

C. mon. = contributions monétaires; C. en nature = contributions en nature

Tableau 2

Coût de la première phase du programme BE GREEN par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>FEM-8</i>		<i>Bénéficiaires</i>			<i>Emprunteur</i>			<i>Déficit de financement</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>C. mon.</i>	<i>C. en nature</i>	<i>%</i>	<i>C. mon.</i>	<i>C. en nature</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Dépenses d'investissement														
A. Équipement et matériel	171,53	3,2	-		-	-		45,27	-	3,9	85,00	1,1	301,80	1,2
B. Dons et subventions	1 797,49	33,9	-		1 864,15	-	100,0	-	-		5 757,86	74,8	9 419,50	38,8
C. Formation et ateliers	553,48	10,4	-		-	-		172,15	-	14,7	422,05	5,5	1 147,68	4,7
D. Conseil et études	1 301,61	24,6	42,84	0,5	-	-		306,80	-	26,2	421,08	5,5	2 072,32	8,5
E. Biens, services et intrants	371,14	7,0	7 797,68	94,8	-	-		126,44	-	10,8	494,02	6,4	8 789,28	36,2
Total des dépenses d'investissement	4 195,25	79,2	7 840,18	95,3	1 864,15		100,0	650,66	-	55,6	7 180,00	93,2	21 730,58	89,6
Dépenses ordinaires														
A. Traitements et indemnités	612,77	11,6	386,11	4,7	-	-		249,72	-	21,3	-		1 248,60	5,1
B. Exploitation et entretien du matériel	65,79	1,2	-		-	-		111,90	-	9,6	53,04	0,7	230,73	1,0
C. Dépenses de fonctionnement	426,19	8,0	-		-	-		157,61	-	13,5	466. 95	6,1	1 050,76	4,3
Total des dépenses ordinaires	1 104,75	20,8	386,11	4,7	-	-	-	519,23	-	44,4	519,99	6,8	2 530,09	10,4
Total	5 300,00		8 226,63		1 864,15			1 169,90			7 700,00		24 260,68	

Tableau 3

Coût de la première phase du programme BE GREEN par composante, par sous-composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Année 7		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Gestion globale à l'échelle de l'île															
1.1. Transposition de la démarche de gestion intégrée à l'échelle de l'île	-		67,45	2,0	134,90	2,4	134,90	2,5	134,90	2,5	134,90	5,	67,45	9,	674,52
2. Production durable à vocation commerciale au moyen de systèmes résilients															
2.1. Plans communautaires de renforcement de la résilience climatique et de gestion des écosystèmes approuvés	193,69	17,	346,07	10,3	423,38	7,6	277,18	5,0	277,18	5,1	79,70	3,	50,00	6,	1 647,20
2.2. Producteurs formés aux méthodes de production résilientes face aux changements climatiques et adaptées aux besoins du marché, ainsi qu'aux méthodes de transformation primaire	385,59	34,	817,52	24,3	1 797,00	32,	1 297,00	23,6	1 297,00	24,1	519,00	20	500,00	6	6 613,11
2.3. Investissements climatiquement rationnels consentis à l'appui de la production, de la restauration écologique et de l'écotourisme	-		973,36	28,9	973,36	17,	588,17	10,7	528,91	9,8	-		-		3 063,80
3. Accès inclusif aux marchés et aux financements															
3.1. Accès des MPME, y compris des organisations de producteurs, aux services de développement des entreprises	50,00	4,5	262,00	7,8	262,00	4,7	305,00	5,6	294,00	5,5	81,00	3,	50,00	6,	1 304,00
3.2. Accès des MPME, des organisations de producteurs et des producteurs aux financements	119,70	10,	145,80	4,3	145,80	2,6	139,80	2,5	121,10	2,2	9,90	0,	-		682,10
3.3. Investissements climatiquement rationnels consentis en faveur d'entreprises agricoles, y compris d'entreprises d'écotourisme	-		124,08	3,7	535,92	9,6	1 153,68	21,0	1 153,68	21,4	570,24	21	-		3 537,60
4. Environnement politique et institutionnel porteur															
4.1. Politiques innovantes élaborées	-		201,43	6,0	216,43	3,9	216,43	3,9	216,43	4,0	211,43	8,	-		1 062,16
4.2. Appui institutionnel	26,00	2,3	41,20	1,2	53,20	1,0	53,20	1,0	53,20	1,0	31,20	1,	-		258,00
4.3. Modèles innovants à l'appui d'initiatives économiques durables sur le plan environnemental et résilientes face aux changements climatiques	-		-		627,40	11,	927,40	16,9	927,40	17,2	618,00	23	-		3 100,20

343,07 30, 387,75 11,5 389,05 7,0 393,15 7,2 374,05 6,9 342,95 13 67,40 9, 2 297,41

4.4. Gestion du projet

Coût initial	1 118,06	3 366,67	5 558,44	5 485,91	5 377,85	2 598,33	734,85	24 240,11
Provisions pour imprévus								
Provisions pour imprévus matériels	0,45	0,90	0,90	0,90	0,9	-	-	4 038,2
Provisions pour hausse des prix	0,12	2,16	3,64	5,16	5,46	-	-	16 533,1
Total des coûts	1 118,62	3 369,72	5 562,98	5 491,97	5 384,21	2 598,33	734,85	24 260,68

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

41. Le déficit de financement de la première phase du programme adaptatif par phases s'élève à 7,7 millions d'USD. Le Gouvernement des Fidji a adressé au FIDA une lettre dans laquelle il lui fait part de son souhait de bénéficier d'un financement concessionnel additionnel, dans le cadre d'une réaffectation des allocations par pays non engagées au titre de FIDA13 ou du cycle de FIDA14, afin de faciliter le financement intégral du programme BE GREEN. En outre, une proposition de CSST, pour un montant de 3 millions d'USD, sera élaborée en vue de sa présentation en 2026. Dans le cas où le déficit de financement ne serait pas comblé, la performance du projet ne s'en trouvera pas affectée, car les cibles et la conception du projet ont été établies sur la base des ressources disponibles mobilisées.

Décaissement

42. Deux comptes désignés libellés en dollars des États-Unis seront ouverts pour le programme BE GREEN à la Reserve Bank of Fiji, avec autorisation de la Division du trésor du Ministère des finances. Les fonds du FIDA seront déposés sur ces comptes, l'un servant à la réception des fonds du prêt du FIDA, et l'autre à la réception des fonds du don du FEM. Après approbation du Ministère des finances, l'unité de gestion de projet (UGP) ouvrira deux comptes d'exploitation en dollars fidjiens dans une banque commerciale pour les fonds du prêt et du don; des fonds des comptes désignés y seront versés en vue de la mise en œuvre des activités de projet.
43. Les fonds du FIDA seront décaissés par l'intermédiaire d'un mécanisme de fonds renouvelable sur présentation des rapports financiers intermédiaires et des demandes de retrait via le Portail clients du FIDA.

Résumé des avantages et analyse économique

44. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) est estimé à 15,75%. Cette estimation est établie en partant du postulat que 3 050 ménages de 78 communautés ciblées bénéficieront des activités du projet, et que les techniques et les bonnes pratiques agricoles directement encouragées dans le cadre du projet seront mises en application dans au moins 70% des superficies cultivées par les agriculteurs dans ces communautés. Elle ne prend pas en compte le nombre de bénéficiaires supplémentaires qui seront ciblés grâce aux ressources du FEM dans l'ensemble de l'île, lequel sera défini dans le cadre du processus de conception du FEM. En outre, il est attendu que 75% des entrepreneurs adoptent les techniques et/ou pratiques améliorées présentées dans le cadre du projet. La valeur actuelle nette (VAN) cumulée s'établira, selon les projections, à 22,63 millions d'USD, le ratio bénéfices/coûts étant de 1,14.

Stratégie de retrait et durabilité

45. La durabilité du programme BE GREEN repose sur son alignement sur les politiques publiques, ainsi que sur l'utilisation d'une approche systémique adaptée aux caractéristiques géographiques et démographiques de la zone. Le programme donne aux communautés locales, en particulier aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés, les moyens de prendre des décisions commerciales et environnementales en toute connaissance de cause. En associant l'agriculture et les systèmes maritimes au tourisme, le programme vise à créer des moyens d'existence résilients et autonomes.
46. Grâce à une stratégie adaptée aux besoins du marché et au regroupement d'organisations de producteurs, ces dernières seront à même de devenir des acteurs dynamiques des chaînes de valeur. Les principaux facteurs en jeu sont notamment le renforcement des capacités, le choix de mesures d'incitation adaptées, l'établissement de partenariats durables, l'accès aux financements, et un accompagnement professionnel en gestion pour les organisations de producteurs et

les microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME). Cette approche hybride de prestation de services, corrélée aux débouchés commerciaux, conduira à l'adoption d'un modèle de vulgarisation et d'assistance technique moins intensif, mais davantage axé sur les marchés, à l'achèvement du programme.

47. Le cadre de gestion des risques du programme BE GREEN et les outils prévus dans les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) faciliteront le recensement et l'atténuation des risques environnementaux, climatiques et socioéconomiques. Une formation à la gestion des risques sera proposée aux groupes d'agriculteurs et aux entrepreneurs; elle portera, entre autres, sur la diversification des fournisseurs et des acheteurs, l'optimisation des ressources et l'importance du respect des engagements.
48. Une stratégie de retrait et de durabilité sera élaborée au démarrage du programme et affinée au cours de son examen à mi-parcours.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

49. Le risque global inhérent au programme BE GREEN et le risque résiduel sont considérés comme modérés.

Tableau 4
Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Modéré	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Substantiel
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

50. Les risques environnementaux et sociaux sont jugés « modérés ». Le programme devrait générer des avantages sociaux et environnementaux, grâce à une diversification de la production, au développement des chaînes de valeur, à des initiatives visant les entreprises, au perfectionnement des compétences, et à l'autonomisation des jeunes et des femmes. Un ciblage et un soutien proactifs seront assurés afin de cibler en priorité les iTaukei, qui composent une grande part de la population fidjienne, en mettant en particulier l'accent sur les personnes pauvres et marginalisées, les femmes et les jeunes.

C. Classement au regard des risques climatiques

51. Les risques climatiques sont jugés « modérés ». Les zones d'intervention du programme sont susceptibles d'être touchées par des cyclones, des inondations, des glissements de terrain et des vagues de chaleur. Selon les observations relevées dans le cadre de missions de terrain, les consultations avec les parties prenantes et les rapports publiés, les filières agriculture et élevage du pays ont subi les incidences de la variabilité des précipitations, des changements de température et des incursions de ravageurs et de maladies. Un plan d'intervention

rapide est en place pour la préparation aux catastrophes et les interventions d'urgence.

D. Soutenabilité de la dette

52. Selon les projections, la dette publique totale devait s'établir à 78% du PIB en juillet 2024. Le Gouvernement a mis en place une stratégie de gestion de la dette à moyen terme, élaborée avec le concours de la Banque asiatique de développement, afin d'orienter les décisions d'emprunt. Le taux d'endettement élevé du pays s'explique par les emprunts contractés au profit de projets de développement, la pandémie de COVID-19 et le creusement des déficits publics. Le Gouvernement bénéficie actuellement d'un soutien budgétaire direct de la Banque asiatique de développement, de la Banque mondiale et d'autres partenaires bilatéraux, tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Dans le cadre de sa stratégie de gestion de la dette, le Gouvernement n'envisagera de contracter des emprunts supplémentaires que si les conditions d'emprunt sont équivalentes ou supérieures à celles régissant les montants actuellement reçus des partenaires bilatéraux et des institutions financières internationales.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

53. Une UGP sera mise en place à Savusavu et sera hébergée par la Division de la vulgarisation agricole du Ministère de l'agriculture et des cours d'eau. Elle se chargera de l'exécution et rendra intégralement compte de la performance du projet, de l'intégration et de l'utilisation des fonds du FIDA et du FEM, ainsi que de la participation et de la coordination des parties prenantes. L'UGP sera dirigée par un directeur ou une directrice de projet, qui aura pour responsabilité de gérer le projet, de veiller à la synergie des financements du FEM et du FIDA, de coordonner les activités menées avec le Gouvernement des Fidji et d'autres activités financées par des donateurs (par exemple, le programme de développement du tourisme à Vanua Levu de la Banque mondiale), et de tenir des consultations régulières avec le comité de pilotage provincial et le comité de pilotage national.
54. Le Ministère de l'agriculture et des cours d'eau est l'organisme d'exécution du programme; il assurera à ce titre la responsabilité globale, la supervision et la coordination du programme, et veillera à l'utilisation des fonds du FIDA. Il coopérera avec le Ministère de l'environnement et des changements climatiques, ainsi qu'avec d'autres entités gouvernementales selon que de besoin, notamment avec le Ministère des affaires iTaukei.
55. Le Ministère de l'environnement et des changements climatiques sera responsable de l'utilisation des fonds du FEM, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et des cours d'eau. Les modalités seront définies dans un mémorandum d'accord, qui sera élaboré et signé lors du lancement du projet, et sera affiné pendant la phase de conception du FEM. Les éléments clés seront notamment les suivants: mise en place d'une équipe technique du FEM, dirigée par un ou une responsable technique du FEM au sein de l'UGP; l'affectation d'un ou d'une spécialiste environnement et changements climatiques au sein du Ministère de l'environnement et des changements climatiques; et l'établissement d'une équipe d'appui qui sera chargée conjointement des questions fiduciaires et administratives, ainsi que du suivi-évaluation, tant pour les financements du FEM que pour ceux du FIDA.
56. Il sera fait appel à deux partenaires d'exécution pour appuyer la mise en œuvre des composantes 2 et 3.
57. Au cours de la deuxième phase du programme adaptatif par phases, et conformément à son objectif, l'UGP sera restructurée (un déménagement à Labasa

étant envisagé) et éventuellement étoffée pour appuyer les opérations menées dans l'ensemble de l'île.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

58. Le Ministère de l'agriculture et des cours d'eau assurera la gestion financière, par l'intermédiaire d'une UGP, qui sera chargée du décaissement des fonds du prêt du FIDA et du don du FEM au profit des organismes d'exécution, suivant le plan de travail et budget annuel. Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre d'un précédent projet financé par le FIDA, le Ministère de l'agriculture et des cours d'eau renforcera ses pratiques de gestion financière.
59. **Comptabilité et information financière.** L'UGP intégrera les politiques financières du Gouvernement fidjien et les procédures du FIDA dans le manuel d'exécution du projet. La méthode de comptabilité de caisse sera utilisée à des fins d'information financière dans le cadre des Normes comptables internationales du secteur public, les opérations seront enregistrées dans le Système de gestion de l'information financière, et des rapports financiers intermédiaires trimestriels, des états financiers non audités et audités, des rapports d'audit et des lettres de recommandations seront soumis au FIDA conformément au calendrier prescrit.
60. **Audit externe.** Le Bureau de l'Auditeur général procédera à l'audit du projet conformément aux normes du FIDA, et le rapport d'audit comprendra une lettre de recommandations relatives aux contrôles internes. Le rapport d'audit devra être soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.
61. **Gouvernance.** Les organismes d'exécution sont tenus de suivre la politique du FIDA relative à la lutte contre la corruption.
62. **Passation de marchés.** Il existe un risque substantiel de non-respect des Directives du FIDA pour la passation des marchés au titre des projets. Le Gouvernement prévoit de mettre en application une nouvelle loi sur la passation des marchés dans le courant 2025. Dans l'attente de l'exécution de la nouvelle loi, ce sont le Guide pratique de passation des marchés et les modèles standard de documents de passation de marchés du FIDA, et non le Règlement fidjien de 2010 relatif à la passation des marchés, qui s'appliqueront au programme BE GREEN. La passation des marchés sera gérée par l'UGP et deux partenaires d'exécution principaux à Savusavu, suivant la politique du FIDA relative à lutte contre la corruption.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

63. Le programme BE GREEN est une initiative de développement pilotée par les communautés et axée sur l'élaboration et l'exécution de plans communautaires, qui seront mis en œuvre sous la direction des communautés elles-mêmes. Ce processus sera mené avec l'appui d'un prestataire de services expérimenté, PCDF, l'accent étant mis sur la promotion d'une véritable participation, notamment des groupes vulnérables, des jeunes, des groupes de femmes et d'autres parties prenantes clés prenant part au développement local.

Mécanisme de réponse aux doléances

64. Des doléances pourront être présentées à tous les niveaux, y compris au niveau communautaire, des districts, de l'UGP ou du Bureau du FIDA. Pour faire connaître le processus, des affiches où figureront les coordonnées, notamment le numéro de téléphone, et la photo des correspondants du mécanisme de réponse aux doléances seront apposées dans des endroits visibles dans le bureau du programme BE GREEN et sur les sites de projet.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

65. L'UGP mettra en place et supervisera le système de suivi-évaluation, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et des cours d'eau, le Ministère de l'environnement et des changements climatiques, et d'autres parties prenantes. Une consultante ou un consultant engagé sur le plan international pour une mission de courte durée élaborera un cadre de suivi-évaluation, comprenant un système d'information de gestion et un système d'information géographique (SIG).
66. Un prestataire de services local mettra en place un système d'information de gestion en ligne, couplé au SIG, afin de suivre les données financières et techniques du projet. Le système couplé permettra de générer des tableaux de bord mensuels de la performance, par composante et par district.
67. L'analyse des données facilitera le suivi de la performance, le recensement des problèmes, l'élaboration de solutions, et le suivi des meilleures pratiques en vue de leur diffusion dans le cadre du système de gestion des connaissances.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

68. Le programme BE GREEN vise à créer des modèles innovants, respectueux de l'environnement et financièrement viables pour procurer des moyens d'existence aux communautés rurales, en mettant l'accent sur les modèles d'économie bleue et verte susceptibles d'être reproduits dans tout le pays et dans la région Pacifique. Le programme comprend une initiative pilote visant à encourager les ménages à investir de manière productive les fonds qu'ils reçoivent de l'étranger.
69. Des activités portant notamment sur l'élaboration de moyens d'action, le renforcement des capacités et l'échange de connaissances au travers de mécanismes de CSST seront menées pour appuyer l'exécution. Ces efforts seront axés sur l'élaboration du Plan de gestion intégrée à l'échelle de l'île et la transposition à plus grande échelle du modèle BE GREEN au cours de la deuxième phase.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

70. Un agent d'ordonnancement du projet sera recruté pour accélérer la mise en place de l'ensemble des systèmes administratifs et financiers nécessaires à la gestion de projet, renforcer les capacités des membres du personnel et faciliter la passation de contrats avec les partenaires d'exécution principaux.

Supervision, évaluation de phase et plans d'achèvement

71. Il est proposé que l'évaluation de cette phase du programme adaptatif par phases soit réalisée dans le cadre de la mission de supervision de projet prévue au cours de la quatrième année d'exécution du programme BE GREEN. L'évaluation sera menée conjointement par le FIDA et le Gouvernement fidjien. L'UGP du programme BE GREEN remettra à la mission de supervision un rapport dans lequel elle présentera des données quantitatives et qualitatives pour chacun des critères d'évaluation du programme adaptatif par phases. Ces données seront recueillies dans le cadre du cycle ordinaire de suivi du programme BE GREEN et seront stockées dans le système d'information de gestion du programme. En complément de ce rapport, des rapports sur l'état d'avancement des projets seront soumis, des réunions se tiendront avec les principales parties prenantes, et des visites de vérification sur le terrain seront menées sur un échantillon de sites. Les résultats de l'évaluation devront être communiqués et les entretiens ultérieurs avec le Gouvernement devront s'achever au plus tard en décembre 2029, afin de laisser, au besoin, une période de temps suffisante pour la conception de la deuxième phase du programme BE GREEN.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

72. L'octroi à l'emprunteur/bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République des Fidji et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
73. La République des Fidji est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
74. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

75. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République des Fidji un prêt particulièrement concessionnel d'un montant de cinq millions trois cent mille dollars des États-Unis (5 300 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE de déléguer au Président¹ l'autorité d'approuver tout financement additionnel en faveur de la République des Fidji jusqu'à concurrence de quatre millions sept cent mille dollars des États-Unis (4 700 000 USD) aux fins des phases suivantes du programme, pour autant que les objectifs d'ensemble correspondent à ceux indiqués et qu'il soit produit une évaluation satisfaisante de la ou des phases précédentes, à des modalités et conditions à définir et convenir.

Le Président
Alvaro Lario

¹ Conformément aux procédures énoncées dans le document
<https://webapps.ifad.org/members/eb/142/docs/french/EB-2024-142-R-25.pdf>.

Negotiated financing agreement

Blue Economy and Green Community Development (BE-GREEN)

(Negotiations concluded on 18 August 2025)

FINANCING AGREEMENT

Loan No: _____

Programme name: Blue Economy and Green Community Development (BE-GREEN) ("the Programme")

The Republic of Fiji (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS the Fund has agreed to provide financing for the Programme.

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is five million three hundred thousand United States Dollars (USD 5 300 000.00) (the "Financing").

2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. It shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, and it will be repaid at two per cent (2%) of the total principal per annum for years eleven (11) to twenty (20), and four per cent (4%) of the total principal per annum for years twenty-one (21) to forty (40).
4. The Loan Service Payment Currency shall be in United States dollar (USD).
5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 August.
6. Payments of principal and service charge shall be payable on 15 March and 15 September of each year.
7. There shall be one Designated Account in USD for the exclusive use of the Programme opened in the Reserve Bank of Fiji, the Central Bank, with authorization of the Ministry of Finance (MoF) Treasury Division to receive funds from IFAD. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
8. There shall be a Programme Account in local currency (Fiji dollars), opened with a commercial bank, for the PMU to receive funds from the Designated Account.
9. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of one million one hundred and sixty-nine thousand United States Dollars (USD 1 169 000.00), financially or in-kind, in the form of taxes and duties.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Waterways (MoAW), in partnership with the Ministry of Environment and Climate Change (MoECC).
2. Partners in Community Development Fiji (PCDF) is designated as an additional Programme Party.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Programme.
4. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the IFAD Project Procurement Guidelines and IFAD Project Procurement Handbook (adopting IFAD Standard Procurement Documents and IFAD Standard Bidding Document) as amended from time to time. Procurement of Grants shall be undertaken in accordance with procedures as outlined in the Project Implementation Manual or Grant Manual and as amended from time to time.

Section D

1. The Fund will administer the Loan and supervise the Programme.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.
- (b) In the event that the Borrower did not request a disbursement of the Financing for a period of at least 12 months without justification.

2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement:

- (a) In the event that the Borrower did not request a disbursement of the Financing for a period of at least 12 consecutive months without justification subsequent to the first eighteen (18) months from the Effective Date.

3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The IFAD no objection to the Programme Implementation Manual (PIM) shall have been obtained.
- (b) Key Project staff has been appointed as per Section II, Schedule 1 of this Agreement.
- (c) The first Annual Work Plan and Budgets (AWPB) shall have been submitted and received a no-objection from IFAD.
- (d) IFAD must receive, a duly completed authorised user(s) letter, from the designated representative or a sufficiently senior delegated official, designating the name(s) of official(s) authorised to approve withdrawal application(s) and interim financial reports (IFR).
- (e) An IFAD no objection to the subsidiary financing agreement concluded between the Borrower and the PCDF.

4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Honourable Minister
Deputy Prime Minister and Minister of Finance, Strategic Planning, National
Development and Statistics
Ro Lalabalavu House, 370 Victoria Parade, Suva

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

If applicable, The Parties accept the validity of any qualified electronic signature used for the signature of this Agreement and recognise the latter as equivalent to a hand-written signature.

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF FIJI

Biman C. Prasad
Deputy Minister and Minister of Finance, Strategic Planning, National
Development and Statistics

Date: _____²

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
President of IFAD

Date: _____

² In case the FA is not signed in IFAD HQ.

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Programme Overview.* The Programme is a Multiphase Adaptive Programme (MAP) supporting the sustainable growth and resilience of Fiji's rural economy through ecosystem management and profitable economic initiatives. The development objective is to improve rural livelihoods and community resilience through sustainable blue and green initiatives, enhanced market access, and biodiversity protection. The Programme is implemented by the Ministry of Agriculture and Waterways (MoAW), in partnership with the Ministry of Environment and Climate Change (MoECC). Phase one of the programme is co-financed by IFAD and Global Environment Facility (GEF), with a total Programme cost of USD 24.26 million. The IFAD funding targets Vanua Levu, Fiji's second-largest island, focusing on six districts in Cakaudrove Province, engaging 3,050 households, with a priority on women, youth, and Indigenous Peoples. The GEF funding addresses land degradation and biodiversity loss across Vanua Levu, engaging approximately 3,500 households in participatory biodiversity conservation and land restoration, agri-value chains, training, etc. Vanua Levu has historically received limited public investment, resulting in disparities in infrastructure and market access. BE-GREEN aims to transition subsistence production systems into sustainable agriculture, marine-based production, and eco-tourism investments

2. *Target Area.* Activities will target Vanua Levu's three provinces: Bua, Macuata, and Cakaudrove. IFAD's first phase investment focuses on six Cakaudrove districts with high poverty levels and climate vulnerability. The target area includes 65 villages and 235 settlements belonging to the same villages in the target districts. Traditionally, each Fijian village comprises several family units which are part of one clan (mataqali). Thirteen self-standing settlements, predominantly inhabited by Indo-Fijians and other ethnic groups, will also form part of the BE-GREEN target group consisting of a total of 78 communities.

3. *Target Group.* BE-GREEN aims to benefit 3,000 households with high poverty levels, who are engaged in subsistence or semi-commercial farming, fishing, or handicraft-producing. It also targets 50 low-income households in Savusavu district and an additional 3,500 households across Vanua Levu through GEF support, directly benefiting a total of 6,550 households, corresponding to 39,300 people, including 50% women and 30% youth. About 75% of beneficiaries will be Indigenous Peoples (iTaukei).

4. *Goal and Objectives.* The overall goal of the Programme is to support the sustainable growth and resilience of Fiji's rural economy through improved ecosystem management as well as resilient and profitable economic initiatives. The development objective is improved rural livelihoods and climate resilience through sustainable blue and green productions, improved market access and biodiversity protection.

BE-GREEN aims to demonstrate an effective approach to enhancing rural livelihoods by leveraging economic initiatives as incentives to restore degraded ecosystems, adapt to climate change and protect biodiversity. Phase one will develop the approach in six districts, also delivering an Integrated Island Management Plan for Vanua Levu. Building on successes and lessons learnt, phase two will scale up the approach to the remaining districts of Vanua Levu, in alignment with the Plan.

5. *Programme Components.* BE-GREEN comprises four main components. The first component targets the entire island of Vanua Levu and the other three focuses on six target districts in Cakaudrove Province.

5.1 **Component 1: Holistic Island Management:** Aligning actors and resources to develop an Integrated Island Management Plan for sustainable land use, biodiversity conservation, and climate adaptation.

5.2 **Component 2: Sustainable and Market-Oriented Production:** Enabling communities to achieve ecosystem restoration and sustainable production systems targeting available markets.

5.3 **Component 3: Inclusive Access to Markets and Finance:** Enhancing the competitiveness and sustainability of rural enterprises through improved market access and business development services.

5.4 **Component 4: Enabling Policy and Institutional Environment:** Promoting and scaling up BE-GREEN's model, aligning economic growth with ecosystem preservation, and including youth and women in sustainable economic initiatives.

5.5 **Component 0: Rapid Disaster Response:** Component 0 is a zero-budget component designed to enable the reallocation of uncommitted IFAD programme funds to address urgent recovery needs arising from natural disasters affecting rural programme areas.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Lead Project Agencies shall be the Ministry of Agriculture and Waterways (MoAW), in partnership with the Ministry of Environment and Climate Change (MoECC).

7. *Financial Management and Procurement and Governance.* The MoAW will manage Financial Management (FM) through a Programme Management Unit (PMU), responsible for disbursing IFAD loan and GEF grant funds to implementing agencies (IAs) according to the Annual Work Plan and Budget (AWPB) and manage/coordinate monitoring and financial reporting. Building on prior experience with an IFAD-funded project, MoAW will enhance FM practices. The PMU will be staffed adequately with key functions necessary for the management of the Programme, including but not limited to the following key programme staff: a Programme Director; a Financial Management and Administration Manager; as well as officers coordinating IFAD financing and GEF grant; Rural and Agribusiness, Environment and Climate Change, Procurement, Knowledge management and M&E.

8. *Implementing partners.* In addition to MoAW and MoECC, as Lead Project Agencies, the other programme key partners include Ministry of iTaukei Affairs, Ministry of Rural and Maritime Development, Ministry of Youth and Sports, Ministry of Fisheries and Forests, Ministry of Women, Children and Social Protection, private sector entities, financial institutions, and youth and women organizations. Two NGOs will be engaged as Lead Implementing Partners, one of which will be Partners in Community Development Fiji (PCDF).

9. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The M&E system will measure programme results against targets, provide data and analyses to assess achievements, and support policy dialogue and knowledge sharing. The system will be developed in line with IFAD, GoF, and GEF requirements.

10. *Knowledge Management.* BE-GREEN's Knowledge Management (KM) framework is designed to capture, disseminate and promote innovative models and practices identified through Components 2 and 3. It aims to support learning, adaptation, and improved project performance during implementation; track good practices and lessons learned, documenting successful models; contribute to policy development and scaling-up

processes; and identify priorities for BE-GREEN's second phase under the MAP. Indigenous Peoples' cultural heritage and knowledge will be specifically identified and promoted, in particular as assets for coping with climate change.

11. *Programme Implementation Manual*. A draft Programme Implementation Manual has been developed and will be reviewed and updated during Year 1 of implementation.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category No.	Category Description	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage eligible for IFAD financing
I	Equipment and Materials	544 000	100 %
II	Consultancies and Studies	1 304 000	100 %
III	Grants and Subsidies	1 798 000	100 %
IV	Trainings and Workshops	547 000	100 %
V	Operating Costs	1 107 000	100 %
Total		5,300,000	

The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category I: "Equipment and Materials" shall refer to eligible expenditures incurred for the procurement of goods, inputs, equipment, materials, and non-consultancy services exclusively.
- (ii) Category II: "Consultancies and Studies" shall refer to eligible expenditures incurred for international and national technical assistance, advisory and consultancy services, monitoring and evaluation activities, analytical studies, and other related professional services.
- (iii) Category III: "Grants and Subsidies" shall be recognized as eligible expenditures under the Competitive Grant mechanism, specifically within Components 2.1 (Community Planning), 2.3 (Climate-Smart Grants), 3.3 (Matching Grants), and 4.2 (Institutional Support – Youth Ambassadors).
- (iv) Category IV: "Training & Workshops" shall mean eligible expenses incurred for all training and workshop-related expenditures under program activities.
- (v) Category V: "Operating Costs" shall mean eligible expenses incurred for salaries and allowances related to the Programme management and coordination, and other operating expenditures, and excludes salaries of government deputed staff to be covered by the Government of Fiji.
- (vi) The percentage shall be applied to project expenditures, excluding indirect taxes and the financial contributions of other financiers.
- (vii) Government co-financing funds shall be allocated to support expenditures related to Equipment and Materials, Consultancies and Studies, Trainings and Workshops, and Operating Costs, with an estimated allocation of approximately USD 1.17 million equivalent.
- (viii) The estimated contribution from the private sector toward the Matching Grant is approximately USD 1.72 million.

2. *Disbursement arrangements*

- (a) *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of Five hundred thousand United State Dollar (USD 500,000) from IFAD loan. Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible. The activities relating to the Programme's start-up and preparatory activities are as follows: (i) purchase of essential items (including equipment and procurement of MIS system) for the PMU; (ii) recruitment of Project staff; (iii) costs related to tendering, selection, and recruitment of service providers; (iv) costs related to the finalization of the program implementation manual, customization of accounting software to fit IFAD requirements and license fees, start-up trainings and workshops; (v) establishment of the M&E system, including carrying-out of the baseline survey and development of MIS; (vi) exposure visits for knowledge and experiences sharing; (vii) surveys and feasibility studies.
- (b) The Office of Auditor General of Fiji will audit project financial statements each year, in accordance with audit standards acceptable to IFAD. It will send audit reports to IFAD within six months of the end of the financial year.

Schedule 3

Special Covenants³

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Programme will procure and install a customized accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.

2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Programme will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.

3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.

4. *Gender.* The Borrower shall ensure women's participation in project activities in line with the set target of 50% women beneficiaries.

5. *Indigenous Peoples (IPs) Concerns.* The Borrower shall ensure that the concerns of IPs are given due consideration in implementing the Programme and, to this end, shall ensure that:

- (a) The Programme is carried out with the consent of iTaukei communities documented, in accordance with the project's Free, Prior, and Informed Consent (FPIC) implementation plan. ;
- (b) IPs are adequately and fairly represented in all local planning for Programme activities;
- (c) IPs' rights are duly respected;
- (d) IPs' communities participate in policy dialogue and local governance;
- (e) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower on the subject, namely Convention ILO 169, 1989, are respected⁴;
- (f) The Programme will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by indigenous communities.

6. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

7. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Programme is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

³ To be agreed with negotiation team which to include and adapt wording to each specific negotiation.

⁴ Refer to ILO 169, 1989 when ratified.

8. Use of Programme Vehicles and Other Equipment. The Borrower shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Programme are allocated to the Lead Programme Agencies and other Implementing Agencies for Programme implementation;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Programme are appropriate to the needs of the Programme; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Programme are dedicated solely to Programme use.

9. IFAD Online Project Procurement End to End System (OPEN). The Borrower shall ensure that a request is sent to IFAD to access the IFAD Online Project Procurement End to End System (OPEN). The Borrower shall ensure that all project procurement activities and planned and reported through OPEN. Additionally, contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments/physical progress are updated through the contracts module in OPEN System in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower shall ensure that OPEN data is updated periodically and on a timely basis for reporting purposes during the implementation of the Programme.

10. The Key Project Personnel are: Programme Manager, Technical Manager, Financial Management & Administration Manager, Rural Finance & Agribusiness Specialist, Monitoring and Evaluation Officer, Knowledge Management Officer, Procurement Officer, Social Inclusion and Gender Specialist, and Environment and Climate Assessment Specialist. In order to assist in the implementation of the Programme, the PMU, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the PMU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD. The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel. Key Project Personnel are subject to annual evaluation and the continuation of their contract is subject to satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations or the ILO International Labour Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of IFAD's updated SECAP. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Programme's circumstances.

II. SECAP Provisions

1. For projects/programmes presenting high or substantial social, environmental and climate risks, the Borrower shall carry out the implementation of the Programme in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental, Social and Climate Management Plan (ESCMP and the Free, Prior and Informed Consent (FPIC) Plans in accordance with SECAP requirements and updated from time to time by the Fund.

2. The Borrower shall not amend, vary or waive any provision of the Management Plan(s), unless: (i) agreed in writing by the Fund and (ii) Borrower has complied with the requirements applicable to the original adoption of the Management Plan(s).

3. The Borrower shall disclose the draft and final ESCMP and all other relevant Management Plan(s) with Programme stakeholders and interested parties in an accessible

place in the Programme-affected area, in a form and language understandable to Programme affected persons and other stakeholders. The disclosure will take into account any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).

4. The Borrower shall ensure or cause the Executing Agency and Implementing Agency to ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times, in carrying out the Programme, with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s), if any.

5. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labor issues or to adjacent populations during Programme implementation that, with respect to the relevant IFAD Programme:

- (i) has direct or potential material adverse effect;
- (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
- (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, the Borrower shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Programme-affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the SECAP requirements;
- Adjust, as appropriate, the Programme-level grievance mechanism according to the SECAP requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

Serious ESHS incident means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and community), health and safety (ESHS) issues that occur in the context of the loan or within the Borrower's activities. Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and violence involving Programme workforce or in relation to severe threats to public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegations that require intervention by the police/other law enforcement authorities such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties; or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

6. The Borrower shall ensure or cause the Executing Agency, Implementing Agency, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the Management Plan(s) (if any) are respected.

7. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and the management plan (if any) on a semi-annual basis - or such other frequency as may be agreed with the Fund;
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Programme and propose remedial measures. The Borrower will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) promptly after becoming aware of such a breach.

8. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plan(s), if any, and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

Logical Framework

	Indicators				Means of Verification			Assumptions			
	Name	Base line	Mid-Ter m	End Target	Source	Frequen cy	Respo nsibilit y				
Outreach	1.a Corresponding number of households reached				Project M&E	Bi-annual	PMU	Economic opportunities and investments appropriate and accessible by project households. Continued MoAW political commitment to development and poverty reduction in target communities through a market-based approach.			
	Women-headed households – Households		215	645							
	Non-women-headed households – Households		1,700	5,095							
	Households – Households		2,185	6,550							
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project M&E	Bi-annual	PMU				
	Males – Males		4,370	13,150							
	Females - Females		4,370	13,150							
	Young - Young people		2,620	7,860							
	Indigenous people		6,550	19,650							
	Total number of persons receiving services - Number of people		8,735	26,300 ⁵							
	1.b Estimated corresponding total number of households members (Average 6 members per households)								Project M&E	Bi-annual	PMU
	Household members - Number of people		13,100	39,300							
Project Goal Support the sustainable growth and resilience of Fiji's rural economy through improved ecosystem management as well as resilient and profitable economic initiatives.	Average household income increase from project support for resilient production				Baseline, Midline, Endline	Baseline, Midline, Endline	PMU	No major changes in the government's development strategies and priorities. Households fully participate. This refers to nominal increase.			
	Households - Percentage (%)	0	10	30							
		Areas of land and ecosystems under restoration (ha)	0	1,000	3,250				Landowners are committed to land and ecosystem restoration.		
Development Objective Improved rural livelihoods and climate resilience through sustainable blue and green productions, improved market access and biodiversity protection.	Rural enterprises ⁶ reporting an increase in sales (CI: 2.2.5)				Project M&E	Bi-annual	PMU	Continued MoAW political commitment to development and poverty reduction in target communities through a market-based approach.			
	MSMEs/Producer Organizations/ Producers	0	20	60							
	Total number of POs members	0	540	1800							
	Women PO members	0	270	900							
	Men PO members	0	270	900							
	Young PO members	0	160	540							
	IPs	0	400	1350							
	Households reporting an increase in sustainable production (CI 1.2.4)										
		Households	0	600	2,400						
		Households (%)	0	25%	80%						

	Total number of households members	0	2,400	9,600				
	Improved ecosystem services and practices							
	Areas of landscapes under improved practices (hectares)	0	45,000	150,000	Integrated island management plan, Project M&E	Bi-annual	PMU	Stakeholders committed to collaborating on integrated management approaches.
	Areas of marine habitat under improved practices to benefit biodiversity (hectares)	0	15	500	Management plan developed, Project M&E	Bi-annual	PMU	Local stakeholders agree to manage the delineated marine habitats as OECMs (Other Effective Area-Based Conservation Measures).
	CO2e of greenhouse gas emissions mitigated (Tons)	0	338,262	1,127,542	GHG assessment	Baseline, Midline, Endline	PMU, IFAD, GEF	Assumptions outlined in the GHG emissions mitigated estimation are validated, e.g., reduced forest loss, adoption of improved agricultural practices, etc.
Outcome 1 Alignment of actors, efforts, and resources for holistic island management ⁷	Number of provincial strategic development plans (SDPs) updated and approved	0	3	3	Project M&E	Bi-annual	PMU	Provincial and local governments are committed to mainstream the integrated island management priorities into their SDPs and associated budgetary frameworks.
	Funding allocated for implementation of priority actions outlined in the updated SDPs	0	TBD	TBD				
Outcome 2.1 Increased sustainable and market-oriented production from resilient systems.	Households reporting improved linkages and physical access to markets, processing and storage facilities (CI 2.2.6)				Project M&E	Bi-annual, Mid-term, and endline reports	PMU	Private stakeholders willing to source from small-scale producers. Consumer demand and willingness to pay for sustainable production. Communities/groups prepared to participate in planning, and willing to make in-kind and/or cash contributions for development of economic infrastructure, to maintain economic infrastructure, and to participate in self-monitoring and reporting activities.
	Households reporting improved linkages, physical access to markets, processing facilities and storage facilities - Percentage (%)	0	15	50				
	Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices (CI: 3.2.2)				Baseline, Midline, Endline surveys	Baseline, Midline, Endline	PMU	The development of economic activities that enhance family livelihoods is an appropriate incentive for communities to actively engage in environmental protection. Governance and land tenure conditions enable integrated approaches.
	HHs number	0	600	2,400				
	Household %	0	25%	80%				
	Household members	0	2,400	9,600				
	Households satisfied with project-supported services (SF 2.1)							
	Household members - Number of people		0	0				
	Household (%)	0	30%	70%				
	Households – Number of Households		0	0				
	Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers (SF 2.2)							
	Households (%)	0	30%	70%				
Output 2.1.1	Number of Vanua Plans developed and endorsed by community				Vanua Plans	Bi-annual	PMU	Communities prepared to participate in planning.
	Vanua Plans	0	78	78				

⁵ Based on 6,550 households with an average of four persons benefiting from project services in every household, and an additional 100 entrepreneurs.

⁶ Here, and throughout this logical framework, rural enterprises include MSMEs, producers' organizations and individual producers.

⁷ Activities related to Outcome 1 (Component 1) are financed by GEF. Targets for outcome indicators, as well as output indicators and targets will be updated/determined at GEF design planned for June/July 2025.

Community climate resilience and ecosystem management plans endorsed								
Output 2.1.2 Producers trained for climate-resilient and market-responsive production, and primary processing.	Number of producers trained on climate resilient production				Project M&E, Training records	Bi-annual	PMU	Communities willing to explore and adopt new and improved practices. The sufficient quality and capacity of service providers on delivering capacity building training on climate resilient practices. Assumption that migrant HH include both domestic and international migrants receiving remittances and represent 10% of HH in the targeted districts.
	Male	0	360	1,200				
	Female	0	360	1,200				
	Youth	0	216	720				
	IPs	0	540	1,800				
	Marine based producers	0	75	250				
	Land based producers	0	645	2,150				
	Total	0	720	2,400				
	Number of persons in rural areas trained in financial and business literacy and/or use of financial products and services (CI 1.1.7)				Project M&E, Training records	Bi-annual	PMU	
	Male	0	360	1,200				
	Female	0	360	1,200				
	Youth	0	216	720				
	IPs	0	540	1,800				
	Total	0	720	2400				
	Number of migrant/remittance receiving households trained in financial literacy and/or use of financial products and services							
	Migrant HH	0	75	300				
Output 2.1.3 Climate smart investments for production, eco-restoration and eco-tourism delivered	Communities and individuals supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks (CI 3.1.1)				ME reports and Midterm and Endline surveys	Bi-annual	PMU	Communities/groups prepared to participate in planning. Communities/groups willing to make in-kind and/or cash contributions for development of economic infrastructure, to maintain economic infrastructure, and to participate in self-monitoring and reporting activities.
	Community	0	40	65				
	Individual producer	0	985	3,275				
	Male	0	490	1,635				
	Female	0	495	1,640				
	Youth	0	295	985				
	Number of marine-based and land-based producers who are part of groups supported by project to manage natural resources and climate-related risks							
	IPs	0	735	2,455				
	Marine based	0	250	840				
	Land based	0	735	2,435				
Outcome 2.2⁸ Strengthened participatory conservation and restoration, higher adoption of environmentally	TBD							

⁸ Activities related to Outcome 2.2 (Component 2.2) are financed by GEF. Targets for outcome indicators, as well as output indicators and targets will be updated/determined at GEF design planned for June/July 2025.

sustainable and climate resilient practices								
Output 2.2.1 Forests and freshwater habitats under improved management to benefit biodiversity with enhanced local livelihood opportunities.	TBD							
Output 2.2.2 Fiji's key biodiversity areas and keystone species better managed and protected against climate change and anthropogenic impacts, in alignment with the NBSAP ⁹ .	TBD							
Output 2.2.3 Better manage impacts of agricultural land degradation (including abandoned sugar cane fields) and runoff on marine ecosystems and freshwater biodiversity.	TBD							
Outcome 3 Inclusive access to markets and finance, including options to save and invest remittances	Rural producers' organizations¹⁰ engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities¹¹ (CI 2.2.3)				Project M&E	Annual	PMU	Private sector willing to engage in sourcing from small-scale producers POs continue to participate and actively engage with private sector entities to secure and improve markets and additional business opportunities
	Number of POs	0	10	35				
	Total number of POs members	0	315	1,050				
	Women PO members	0	160	525				
	Men PO members	0	155	525				
	Young PO members	0	95	315				
	Households reporting using financial services (CI 1.2.5)				Project M&E	Bi-annual	PMU	
	Total number of household members - Number of people		0	0				
	Percentage of households ¹²	46% 13	50%	66%				
	Households - Number of Households		0	0				
	Persons with new jobs/employment opportunities (CI: 2.2.1)				Project M&E	Bi-annual	PMU	
	Male	0	75	250				
	Female	0	75	250				
	Youth	0	45	150				
	IPs	0	110	375				
Total	0	305	500					

⁹ National Biodiversity Strategy and Action Plan.

¹⁰ Both formal and informal.

¹¹ For the purpose of this indicator, 'formal' refers to any established and mutually acknowledged marketing arrangement between a producers' organization - whether formal or informal - and a buyer. This includes, but is not limited to, written contracts, and verbal agreements or partnerships.

¹² To be updated based on results from the BE-GREEN demand assessment of financial services.

¹³ Reserve Bank of Fiji, Financial Services Demand Side Survey Fiji 2020.

Output 3.1 Rural enterprises have access to business development services	Rural enterprises accessing business development services¹⁴ (CI 2.1.1)				Project M&E	Bi-annual	PMU	Rural enterprises are willing to participate in innovative forms of planning and support in market-oriented business activities.	
	Number of POs/MSME/ Producers	0	200	1350					
Output 3.2 Rural enterprises have access to finance.	Rural enterprises accessing a new financial service				Project M&E	Bi-Annual	PMU/P FIs/	Continued participation of rural people in financial literacy and increased appetite for capital. Sustainable and qualified finance service providers are available to provide access to finance services. Sufficient viable economic opportunities to attract interest of investors.	
	Number of POs/MSMEs/ Producers	0	100	350					
	Migrant HHs	0	500	1500	Project M&E	Bi-Annual	PMU/P FIs/Remittanc e Pilots	Migrant HH have increased appetite to use a portion of their remittances for productive purposes through financial literacy and new tailored financial services. Migrant households include households in BE GREEN districts and elsewhere in the framework of the remittances pilot test. Access to remittances-linked financial services (inclusive of digital remittances). Migrant households are differentiated in the M&E system	
	Number of financial service providers supported in delivering financial products and services to rural areas (CI 1.1.6)								
	Number of Service Providers	0	1	3	Project M&E	Bi-annual	PMU		
Output 3.3 Climate smart investments for agri- business including eco-tourism delivered	Rural enterprises supported to sustainably manage natural resources, improve market linkages and value added services				Project M&E/corporate data	Bi-annual	PMU/P FIs	Continued participation of rural people in financial literacy and increased appetite for capital. Sustainable and qualified finance service providers are available to provide access to finance services and willing to serve project target populations, including individual producers. Sufficient viable economic opportunities to attract interest in developing enterprise groups.	
	Number of MSMEs		3	10					
	Number of POs		15	45					
	Number of producers		150	450					
Outcome 4 Enabling policy and institutional environment	Number of policy/regulatory instruments proposed to policy makers for approval, ratification or amendment (CI Policy 3)							National, provincial and local institutions are willing to participate in policy dialogue and policy development and to sustain new skills and processes.	
	Number of policy/regulatory instruments submitted to government departments	0	0	3	Project M&E	Bi-annual	PMU		
Output 4.1.1 Innovative policies developed	Number of policy/regulatory instruments prepared	0	0	3	Project M&E	Bi-annual	PMU		
Output 4.1.2 Institutions strengthened	Number of institutional strengthening programs delivered at national and provincial/local level								
	Number of programs delivered	0	3	10	Project M&E	Bi-annual	PMU		

¹⁴ For the purpose of this indicator, 'formal' refers to any established and mutually acknowledged marketing arrangement between a producers' organization - whether formal or informal - and a buyer. This includes, but is not limited to, written contracts, and verbal agreements or partnerships.

Output 4.1.3 Innovative models for environmentally sustainable and climate resilient economic initiatives	Number of environmentally sustainable and climate resilient economic models documented							Stakeholder engagement (local communities, private sector actors, and government agencies) and buy-in to participate in the development and documentation of innovative models.	
	Number of documented models	0	2	6 ¹⁵	Project M&E	Bi-annual	PMU		

¹⁵ To be updated when SSTC financing available.

Integrated project risk matrix

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Country context	Moderate	Moderate
Political commitment	Moderate	Moderate
Risk(s): Fiji's political landscape has changed with a coalition government led by Prime Minister Sitiveni Rabuka. Concerns about democracy and potential military intervention arose. Fiji's National Development Plan focuses on inclusive growth, infrastructure, education, health, and climate resilience, aligning with global commitments.		
Mitigations: IFAD Country Office will continue exploring partnerships and innovations in rural development.		
Governance	Moderate	Moderate
Risk(s): Fiji has a comprehensive framework for financial institutions, including policies on capital adequacy, corporate governance, cybersecurity, and liquidity risk management. Efforts to combat corruption are integral.		
Mitigations: The Fiji Independent Commission Against Corruption (FICAC) focuses on integrity, accountability, and transparency		
Macroeconomic	Substantial	Substantial
Risk(s): Fiji's economy is projected to grow 3.5% in 2024, driven by tourism. Challenges include high debt, natural disasters, and reliance on external markets		
Mitigations: Focus on fiscal consolidation, debt reduction, and structural reforms. Investments in diversified agriculture and climate-smart assets.		
Fragility and security	Moderate	Moderate
Risk(s): Fiji's defense and security review aims to address internal security risks and define the military's role. Ethnic tensions and political instability are concerns.		
Mitigations: Inclusive targeting strategy to provide income generation opportunities and maintain social stability		
Sector strategies and policies	Moderate	Moderate
Policy alignment	Low	Low
Risk(s): Fiji's National Adaptation Plan and Green Growth Framework address climate change, poverty, and economic growth. The Agriculture Sector Policy focuses on sustainable agriculture.		
Mitigations: Project investments align with government development planning.		
Policy development & implementation	Substantial	Substantial
Risk(s): Government may lack the ability to create and execute effective sector policies		
Mitigations: Institutional capacity building and collaboration with stakeholders		
Environment and climate context	Substantial	Substantial
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Moderate
Risk(s): Deforestation, unsustainable agriculture, and overuse of resources threaten ecosystems		
Mitigations: Exclude protected areas, promote ecosystem management, and encourage organic farming		
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Substantial
Risk(s): Fiji is highly vulnerable to natural disasters and climate change		
Mitigations: Develop community-level climate resilience plans and promote climate-smart agricultural practices		
Project scope	Moderate	Moderate
Project relevance	Low	Low

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Risk(s): Project design not aligned with Fiji's development priorities		
Mitigations: Ongoing consultations to ensure alignment with policies and strategies		
Technical soundness	Moderate	Moderate
Risk(s): Availability and support capacity for modern agricultural technologies		
Mitigations: Comprehensive assessment and market survey to measure demand for finance products		
Institutional capacity for implementation and sustainability	Substantial	Substantial
Implementation arrangements	Substantial	Substantial
Risk(s): Implementation arrangements involve multiple ministries and agencies		
Mitigations: Establish PSC with representation from relevant agencies		
M&E arrangements	Substantial	Substantial
Risk(s): Existing M&E systems may not provide timely and accurate data		
Mitigations: Invest in building an M&E system and MIS		
Procurement	Substantial	Substantial
Legal and regulatory framework		
Risk(s): Non-compliance with procurement regulations		
Mitigations: Follow IFAD Procurement Handbook and Standard Procurement Documents		
Accountability and transparency	Substantial	Substantial
Risk(s):		
Mitigations:		
Capability in public procurement	Substantial	Substantial
Risk(s):		
Mitigations:		
Public procurement processes	Substantial	Substantial
Risk(s):		
Mitigations:		
Financial management	Moderate	Moderate
Organization and staffing	Moderate	Moderate
Risk(s): Issues with financial reporting and staff turnover		
Mitigations: Recruit qualified FM staff and provide training		
Budgeting	Substantial	Substantial
Risk(s): Funds may be mixed up in budgeting and expenditure allocations		
Mitigations: Prepare annual work plan and budget based on government procedures		
Funds flow/disbursement arrangements	Substantial	Substantial
Risk(s): Commingling of funds and delays in withdrawal applications		
Mitigations: Hold funds in Project Designated Accounts and follow disbursement procedures		
Internal controls	Moderate	Moderate
Risk(s): Weak management of investments and inadequate internal controls		
Mitigations: Develop effective internal control systems and provide FM training		
Accounting and financial reporting	Moderate	Moderate
Risk(s): Delays in financial reporting and preparation of annual financial statements		
Mitigations: Prepare detailed financial management procedures and provide training		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
External audit	Moderate	Moderate
Risk(s): Delay in the preparation of consolidated annual financial statements delays timely audits which in turn limits the effectiveness of oversight.		
Mitigations: Conduct audit in accordance with international standards		
Environment, social and climate impact	Moderate	Moderate
Biodiversity conservation	Moderate	Moderate
Risk(s): Land use change, poor agricultural practices, and pollution threaten biodiversity		
Mitigations: Exclude protected areas and promote sustainable practices		
Resource efficiency and pollution prevention	Moderate	Moderate
Risk(s): Land degradation from traditional agricultural practices		
Mitigations: Promote climate-resilient and sustainable agricultural practices		
Cultural heritage	Low	Low
Risk(s): Fiji boasts a rich cultural heritage, with villagers upholding their traditions, including local governance methods, for generations. Land tenure and communal livelihood approaches are among the key traditional practices.		
Mitigations: Align project activities with cultural practices and conduct consultations		
Indigenous Peoples	Moderate	Moderate
Risk(s): The majority of iTaukei people live in rural areas and experience relatively lower socio-economic status according to the most recent Household Income and Expenditure Survey (HIES).		
Mitigations: Proactive targeting approach and focus on poor and marginalized		
Community health and safety	Low	Low
Risk(s): The project may operate in areas where gender-based violence has been reported.		
Mitigations: Conduct consultations and collaborate with stakeholders to address violence.		
Labour and working conditions	Moderate	Moderate
Risk(s): The wage gap between men and women in the agriculture sector is notable.		
Mitigations: Promote equal pay and safe opportunities for women		
Physical and economic resettlement	Low	Low
Risk(s): No foreseen resettlement		
Mitigations: Conduct community consultations and seek consent		
Greenhouse gas emissions	Moderate	Moderate
Risk(s): Small-scale infrastructure may generate emissions		
Mitigations: Promote climate-smart agriculture and nature-based solutions		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
Risk(s): Communities affected by cyclones, floods, and sea level rise		
Mitigations: Conduct risk screening and promote climate-smart practices		
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder engagement/coordination	Moderate	Moderate
Risk(s): Collaborative effort needed from various stakeholders		
Mitigations: Develop stakeholder analysis and engagement plan		
Stakeholder grievances	Moderate	Moderate
Risk(s): Lack of awareness about grievance redress		
Mitigations: Develop and integrate GRM into M&E systems		

Phase assessment criteria

Assessment criteria

Table 1: Assessment Criteria and Rationale	
Criteria	Rationale
1. At least one sustainable blue or green economic activity initiated in each target district that demonstrates sustainable economic production with ecosystem preservation and enhancement (e.g. agroforestry model with cash crops/tree crops, agri-tourism, ecotourism, integrated farm-aquaculture, livestock, crops).	The underlying focus of BE GREEN is to provide a model for harmonising the pursuit of socio-economic objectives of poverty alleviation and community livelihood enhancement without compromising the health of the environment and surrounding ecosystem that supports these communities. Demonstrating successful models of sustainable blue or green development will give confidence to the Government to replicate or scale up these models in other parts of Fiji.
2. Young farmers comprise at least 25% of total membership of producer organisations in target districts.	Demonstrated success of young farmers managing the transition from subsistence farming to market-oriented agricultural farming will provide a strong impetus for engaging rural youth in productive activities, and incentivize and mobilise youth in the province as well as the whole island to engage with the MAP and learn the keys to success.
3. At least 50% of registered youth groups located within target districts are active members of the Cakaudrove Provincial Youth Council (i.e. participate in meetings, events etc).	Project is 'youth sensitive'. The Cakaudrove Provincial Council passed a resolution to revive the Cakaudrove Provincial Youth Council (CPYC). The project will support the institutional strengthening of the CPYC. The CPYC is preparing a new Strategy Plan to guide its activities. Engaging youth in productive activities (economic empowerment, environmental awareness and stewardship, social advocacy) is key to tackling poverty and strengthening resilience, not only in the project districts but in the Province as a whole.
4. At least 8 newly organised farmer groups (e.g. newly registered agricultural cooperatives) establish partnerships with end buyers (e.g. hotels, agro-processes, exports, retailers/wholesalers in Vanua Levu or Viti Levu).	A key focus area of BE GREEN is to link rural smallholders to profitable market-led value chains to support their livelihoods and reduce poverty. Consistent with the focus of the Government, the project will seek to overcome the challenges of diseconomies of scale by encouraging farmers to organise and work in groups or clusters or cooperatives.
5. At least 30% of communities in the target districts actively adopt sustainable farming and non-farming practices (both on land and sea) that bolster biodiversity conservation and climate resilience.	BE GREEN aims to address loss of biodiversity and ecosystem deterioration stemming from unsustainable practices and over-exploitation of forest, mineral and marine resources linking to both green and blue economic parameters.
6. At least 150 entities (can be producer organisations, MSMEs, cooperatives or individual producers) successfully access a new financial service.	To foster economic growth and resilience among MSMEs, including registered cooperatives, farmer-led enterprises, and women and youth groups, BE GREEN seeks to establish an ecosystem that enhances the competitiveness and sustainability of rural enterprises by improving business operations, market access, and financing opportunities.

Assessment methodology

The MAP Phase Assessment is proposed to be undertaken as part of the project Supervision Mission in mid-2029 (Year 4 of the BE GREEN implementation). The assessment will be carried out jointly between IFAD and the Government of Fiji. The BE GREEN PMU will submit a report to the Supervision Mission outlining quantitative and qualitative data related to each criterion of the MAP assessment. This data will be collected through the normal monitoring cycle of BE GREEN and stored in the project MIS. This report will be complemented by project progress reports, key stakeholder meetings, and field verification visits on selected samples. The outcome of the assessment and subsequent discussion with the Government is to be concluded by December 2029 to enable sufficient time for the design of BE GREEN Phase II, if necessary.

Elaborated below is the proposed approach to assessing each criteria:

Assessment Criteria (refer Table 1 above)	How will criteria be assessed? (Indicative and to be adapted in line with mission format)
1	Review MAP Assessment Report provided by PMU. Review project progress reports. Interview leaders of communities who are piloting these models. Field visit and verification on progress. Interview external parties involved in pilot e.g. market/buyers, tourism stakeholders Interview Govt. reps – Ministry of iTaukei Affairs, Ministry of Agriculture, Ministry of Fisheries, Ministry of Rural & Maritime Development
2	Review MAP Assessment Report provided by PMU. Review project progress reports. Randomly select and sample POs and interview PO leadership and a sample of young farmer members. Interview main market outlets/buyers. Selective site visits to farms.
3	Review MAP Assessment Report provided by PMU. Review project progress reports. Interview CPYC on its activities. Identify and interview a sample of 'active' and 'non-active' Youth Groups. Interview Ministry of Youth & Sports rep in Province.

4	Review MAP Assessment Report provided by PMU. Review project progress reports. Based on PMU report, select sample of new farmer groups and interview office bearers and sample of group members. Interview main market outlets/buyers. Interview Govt reps – Ministry of Agriculture, Department of Cooperatives, Ministry of Rural & Maritime Development, Ministry of iTaukei Affairs Interview BE GREEN Implementing partners – PIFON
5	Review MAP Assessment Report provided by PMU. Review project progress reports. Based on the PMU report, identify random samples of communities, interview community leadership, including reps for women, and youth. Verify iVDP and Vanua Plan implementation through focused group discussions and field verification Interview Govt. reps – Ministry of iTaukei Affairs, Ministry of Agriculture, Ministry of Rural & Maritime Development. Interview BE GREEN Implementing partners – C2 LIP, Environment NGO
6	Review MAP Assessment Report provided by PMU. Review project progress reports. Select and interview a sample of beneficiaries who accessed financial service to obtain more information on financial product accessed and purpose. Identify and interview a sample of beneficiaries who have not accessed any financial service to understand reasons. Interview financial institutions servicing BE GREEN beneficiaries e.g. Fiji Development Bank, Merchant Finance Ltd,